



Arrêté n° 8/2026

Objet : Arrêté de stationnement et de circulation pour déménagement
Rue Saint Catherine à PESMES.

LE MAIRE DE PESMES,

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28 ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le Code des Communes et notamment les articles L 131.2 à L 131.4,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;
- VU la nécessité de réglementer la circulation et le stationnement dans **la rue Sainte Catherine** à PESMES pour permettre le stationnement temporaire de camions de déménagement,
- **CONSIDÉRANT** la demande de M Eric PARMENTIER, en date du **20/01/2026** pour un déménagement prévu le **22 janvier 2026** Rue Sainte Catherine

ARRÊTE

Article 1 : La circulation et le stationnement seront interdits Rue Sainte Catherine, afin de permettre le déménagement en toute sécurité, le **22 janvier 2026 de 8h00 à 12h00**

Article 2 : La signalisation règlementaire sera mise en place sous la responsabilité de M Eric PARMENTIER, charge au demandeur de prévenir en amont les habitants de la rue.

Article 3 : Le Commandant de la brigade de gendarmerie de MARNAY-PESMES et le Maire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.
Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Pesmes Marnay,
- Mme Lucie GRAIPIN

FAIT à PESMES, le 20/01/2026



Le Maire :

Henning
Frédéric HENNING

Le Maire,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif 30 rue Charles Nodier 25000 Besançon dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

